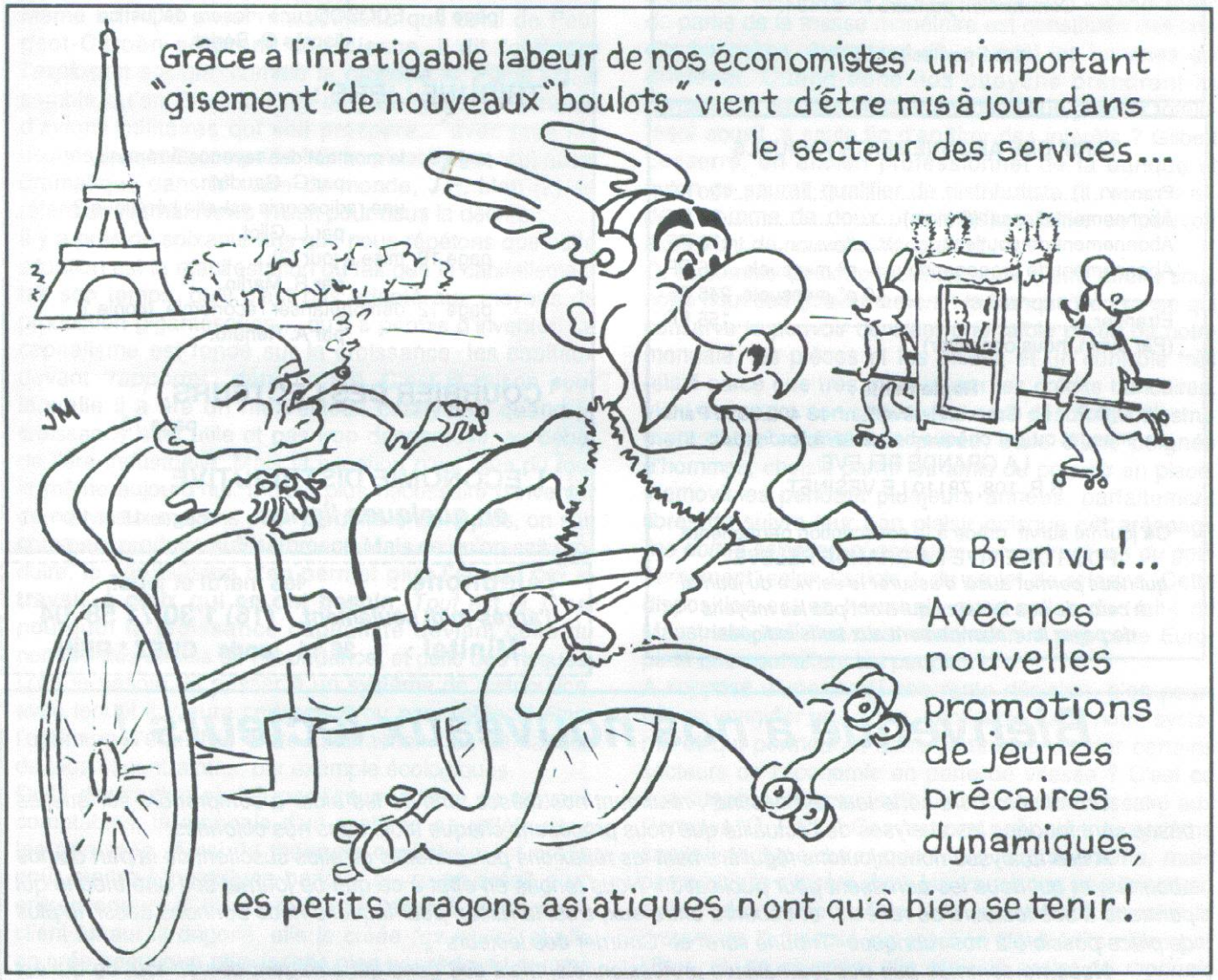
M 1669 - N° 924 - 12 F - Juillet 1994 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



M 1669 - 924 - 12,00 F

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*

Rédacteurs (tous bénévoles) : les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.

iffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

AU SOMMAIRE DE CE N° 924:

*** Éditorial :**
page 3 encore la monnaie ! par M-L Duboin.

*** ACTUALITÉ :**
en France :
page 4 Waterloo ou explosion sociale ? par A. Prime.
et dans le reste du monde :
page 5 adieu l'emploi ! par J-P Mon.

*** RÉFLEXIONS :**
page 7 monnaie et féodalié par G. Lasserre.
page 8 ECOSOC, une mesure de justice d'après G. Bériot.

*** TRIBUNE LIBRE :**
page 9 le montant des revenus à répartir, par G. Gaudfrin.
une radioscopie est-elle hérétique ? par L. Gilot.
page 10 mise à jour (2), par R. Marlin.
page 12 démonétariser l'économie, utopie ? par A. Renard.

*** COURRIER DES LECTEURS** page 13

*** L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE** ***en quelques lignes*** pages 15 et 16

Téléphone : **les mardi et jeudi,** ***l'après-midi seulement,*** **(16) 1 30 71 58 04**
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs" .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

_____

* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F, franco) aux lecteurs intéressés.

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

encore la monnaie !

par Marie-Louise Duboin

Combien de temps va pouvoir encore durer la fin de civilisation dont nous sommes témoins ? Elle se manifeste par une situation économique de plus en plus catastrophique et qui va évidemment s'aggraver, aussi longtemps qu'on s'obstinera à ne pas comprendre que l'économie de l'échange a fait son temps. Tous les moyens ont été essayés. On en revient en France aux plus absurdes : diminuer le pouvoir d'achat des consommateurs pour relancer l'économie ! Même un PDG aussi réactionnaire que celui de Peugeot-Citroën en prend conscience, il dit *"craindre l'explosion sociale"* comme le rapporte A. Prime (1). Il semble qu'en France il n'y ait plus que le commerce d'avions militaires qui soit prospère… avec tous les risques que cela comporte ! Et la situation est tout aussi dramatique dans le reste du monde, J.P. Mon (2) se réfère au journal *News Week* pour nous la décrire.

Il y a près de soixante ans que nous répétons que cette situation est la manifestation du fait que le capitalisme a fait son temps, qu'il n'est pas adapté aux moyens de production gigantesques… qu'il a permis d'inventer. Le capitalisme est fondé sur la croissance, les capitaux devant *"rapporter"*, donc croître. C'est la raison pour laquelle il a été un merveilleux catalyseur quand la croissance était utile et pas trop dangereuse, au début de l'ère industrielle. Mais la situation n'est plus du tout la même aujourd'hui. Il n'est plus nécessaire d'inventer de nouveaux moyens pour produire encore plus, on sait comment produire suffisamment. Mais ce qu'on sait produire, **le capitalisme n'en permet plus l'accès, par le travail, à ceux qui en ont besoin**. *Tout est là*. C'est pourquoi la croissance capitaliste devient celle du nombre des exclus de l'abondance, et celle des risques. D'où le besoin de passer à un système de distribution, avec lequel il y aura croissance ou pas, l'objectif étant l'optimum, l'équilibre entre satisfaction des demandes de tous et contraintes, par exemple écologiques.

Or la distribution se fait par l'intermédiaire de moyens comptables, la monnaie d'un système en reflète donc les principes. Ainsi, la monnaie capitaliste est créée pour croitre : lorsqu'une banque ouvre un crédit à un entrepreneur, elle ne prête pas l'argent qu'un autre client lui aurait déposé, elle le créée *"ex nihilo"*, et elle en crée beaucoup plus qu'elle n'en possède. Et comme ce simple jeu d'écritures lui rapporte des intérêts substantiels, il y a, à la base même de la création de la monnaie bancaire, une obligation de croissance. Selon une image suggérée par A. Renard, le capitalisme est dans la situation d'un cycliste : il lui faut avancer toujours, sinon il tombe. Au contraire, la monnaie distributive, simple instrument de gestion, est créée en proportion des biens qu'il s'agit de distribuer et s'annule quand le bien a atteint son consommateur. Elle ne donne pas naissance à intérêts : elle suit le rythme de la production. Il y a équilibre.

On comprend que les modalités de la création monétaire constituent un des éléments les plus essentiels de l'économie, donc de la vie publique. Et que par conséquent, dans une véritable démocratie, le pouvoir de création monétaire ne saurait échapper à la consultation des citoyens. C'est la raison pour laquelle notre journal ouvre encore une fois sa *"tribune libre"* à ce débat politique essentiel pour les distributistes (3).

Il n'en est rien dans notre système actuel. La plus grande partie de la masse monétaire est constituée des crédits bancaires. Autrement dit, ce sont les banques qui décident. Quand donc nos citoyens prendront-ils conscience qu'elles se sont attribué là un pouvoir totalement abusif, à seule fin d'en tirer des intérêts ? Gilbert Lasserre, un ancien professionnel de la banque et qu'on ne saurait qualifier de distributiste (il nous considère comme de doux utopistes), qualifie ce pouvoir exorbitant de nouvelle *"féodalité"* (4)!

Or le comble de cette féodalité vient d'être atteint sous notre nouveau gouvernement : la Banque de France qui conserve le pouvoir de créer une faible partie de notre monnaie, les pièces et les billets, et un contrôle très relatif parce que très indirect, sur les crédits bancaires, vient de perdre son statut : elle sera désormais l'instrument d'une volonté très privée, celle d'une poignée d'hommes, choisis parmi les amis du pouvoir en place, inamovibles pendant plusieurs années, parfaitement libres de suivre leur bon plaisir puisque cet aréopage *"ne doit ni solliciter, ni accepter des instructions du gouvernement"* selon l'article 1 du projet de réforme. Cette disposition est en harmonie avec celles du traité de Maastricht, mais ce n'est certainement pas cette Europe-là que souhaitent les peuples !

A l'opposé d'une aussi aberrante décision, n'en pourrait-on imaginer une autre, applicable dans notre système et qui permettrait sans dommage d'aider certains secteurs de l'économie en perte de vitesse ? C'est ce que suggère ci-dessous (5) un ancien Commissaire aux Comptes, G. Bériot. Ce n'est pas pour aider le système capitaliste à perdurer que nous la présentons, mais parce qu'elle s'insère dans les transitions possibles : en évitant des catastrophes, elle permettrait de faire la preuve de l'efficacité de création de crédits utiles par l'Etat, et, en ce sens, elle étaie le projet de *monnaie verte* que nous avons déjà présenté ici (6).

Et si elle peut amener les mentalités à évoluer, sans catastrophe, c'est toujours ça !

———

(1) Lire ci-dessous "Waterloo ? Explosion sociale ?"

(2) Lire ci-dessous "Adieu l'emploi !"

(3) Lire ci-dessous en *Tribune libre* les réflexions de G. Gaudfrin, L. Gilot, R. Marlin et A. Renard .

(4) Lire ci-dessous "Monnaie et féodalité".

(5) Lire ci-dessous "ECOSOC, une mesure de justice".

(6) Voir notre n°880 et le hors série de janvier 1992.

Waterloo ou explosion sociale ?

par André Prime

Au moment où j'écris cet article, deux mois seulement se sont écoulés depuis le retour de la droite au pouvoir : nous sommes donc encore loin des *Cent Jours*. Et pourtant la situation socio-économique de la France, présente et à venir, est telle qu'on peut, sans grand risque de se tromper, parler de Waterloo.

Jacques Calvet lui-même, président on ne peut plus réactionnaire de Peugeot-Citroën, dans une interview au *Point* du 22 mai, déclare : *«Je crains une explosion sociale»*.

Et il étaie ce pessimisme sur diverses considérations :

Dans l'automobile, *«l'effondrement est pire encore que ce que craignaient les plus pessimistes… Depuis janvier, le marché, en France, s'est affaissé de près de 20 % et de 33,3 % en Espagne, de 19 % en Allemagne et 20 % en Italie…».«Notre objectif était de réaliser 9 à 10 % de gains de productivité par an. Depuis l'accélération de la crise, j'ai fait porter cet objectif à 12 %. Les effectifs de structure, c'est-à-dire le personnel non directement productif, devront être réduits de 5 % au lieu des 3 % prévus». «Nous entrons dans une vraie crise économique. Et je crois que nous vivons encore sur des concepts économiques qui sont totalement dépassés… Le GATT par exemple, c'est devenu totalement obsolète… Je constate que la révolution technologique a tout changé. Les machines d'aujourd'hui sont à la fois formidablement sophistiquées et d'un maniement très simple. Un ouvrier du tiers-monde payé quelques francs l'heure est capable de les faire fonctionner, c'est pour cela que la théorie du libre échange et de la concurrence ne marche plus… Or nous n'avons pas encore d'analyse claire de ce monde nouveau* [1]*. Je souhaite ardemment que les économistes parviennent à reconstruire une théorie de la concurrence loyale…»*. Ça existe !

Et Jean Calvet s'attaque à ceux qu'il *«appelle les intégristes monétaires,… oui, les autorités de ce pays sont des intégristes qui considèrent que le chômage est moins grave que l'inflation… Nous allons tout droit vers une crise non seulement économique mais sociale et psychologique d'une gravité profonde…»*.

J. Calvet imagine les réflexions des salariés :*« Nous allons de plans sociaux en plans sociaux. Vous nous avez expliqué qu'il faut sans cesse accroître la productivité. Combien de temps cela va-t-il durer ? Est-ce que, à la fin, il restera encore des employés et des ouvriers dans nos usines ?»*. Il en conclut qu'il y a risque *«d'une profonde démotivation et d'un rejet d'un type de société qui n'offre d'autres perspectives qu'une réduction continue des effectifs»*.

Ainsi finit par *raisonner* un J. Calvet pourtant spécialiste en licenciements et bas salaires. N'en concluons pas qu'il est proche de l'économie distributive ! Mais les yeux les plus opaques qui voient concrètement les problèmes socio-économiques finissent par réaliser que le *système* se grippe. Calvet conclut qu'avec l'inévitable délocalisation dans les pays pauvres, *«on ne pourra plus produire en Europe, qui va devenir une région de semi-paupérisation. Qui peut l'accepter ?»*

***

Que l'on soit patron, politique, ou économiste, il faut être, ou stupide, ou hypocrite ou inconscient pour ne pas percevoir au moins ce que décrit Jacques Calvet. Tout est noir, qu'on regarde le présent et surtout l'avenir, qu'on évoque la crainte d'une *explosion sociale* comme Calvet, ou Waterloo, comme nous. Et qu'on ne nous dise pas que cette situation est due aux socialistes. Certes la fin tragique de Pierre Bérégovoy a mis un bémol au *catastrophisme* dont voulait se servir la droite pour justifier sa propre incapacité - sauf à lui accorder un crédit de cinq ans ! - à redresser la situation. Décence forcée.

Si la récession prévue pour 1993 est de 0,50 % - voire plus - c'est dû à la situation mondiale du marché, de la *mécanique libérale,* du capitalisme dit mondialement *triomphant*. Joli triomphe !

Conséquences de cette récession :

- manque de rentrées fiscales (TVA, impôts sur les bénéfices, etc.), donc déficit budgétaire plus élevé auquel s'ajoute l'accroissement du service de la dette.
- chômage aggravé (croissance négative, plus mécanisation) : Giraud annonçait début avril 150.000 sans emplois de plus fin 1993 ; deux mois plus tard, on en est à 350.000.
-le chômage entraîne les déficits de l'UNEDIC et d'une partie de la Sécu : coûts directs et indirects. Car les cadeaux que l'on va faire aux entreprises (prélèvements réduits sur les bas salaires, 200.000 CES supplémentaires exonérés de charges qui de surcroît camouflent des chômeurs et remplacent petit à petit les Smicards) vont coûter cher à la communauté. Sans oublier la future fiscalisation des allocations familiales.

Ce qui me révolte, c'est que jamais les médias - notamment télévisuels - n'expliquent que les trous de la Sécu et de l'UNÉDIC sont dus, non au gouvernement quel qu'il soit, mais aux entreprises qui licencient. On laisse ainsi accréditer l'idée de mauvaise gestion au niveau des organismes ou de mauvaise politique au niveau du gouvernement, surtout s'il est socialiste.

. Autre raison majeure qui fait penser à un Waterloo socio-économique : la *ponction de pouvoir d'achat* de la politique Balladur.

- CSG : elle passe de 1,1 à 2,4 % sur tous les salaires. Nous ne connaissons pas son évaluation, elle doit être substantielle. Ce qui est ignoble dans cette augmentation, c'est qu'on fait payer à tous les salariés, même les

Dans son numéro du 14 juin dernier *Newsweek* consacre un grand nombre d'articles au problème de l'emploi dans les pays industrialisés. Il nous a paru intéressant d'en traduire intégralement une partie qui montre qu'on ne retrouvera jamais plus l'emploi tel que l'a connu jusqu'ici le monde occidental. Nous commençons ci-dessous par l'article de William Burger, intitulé "Jobs". Nous en donnerons la suite dans notre prochain numéro.

adieu l'emploi !

par Jean-Pierre Mon

Pendant plus de vingt ans, de la fin des années 40 au début des années 70, le monde industrialisé a bénéficié d'une période sans précédent de croissance rapide et d'augmentation de productivité qui a fait tourner les économies à pleine vapeur. Le commerce s'accroissait, les revenus augmentaient, les niveaux de vie s'élevaient et en Europe, aux États-Unis et au Japon. Pratiquement, tous ceux qui le voulaient trouvaient un emploi.

Une crise mondiale

Où en sommes-nous maintenant ? Nos économies ne progressent plus qu'à l'allure d'un escargot, si tant est qu'elles avancent. Les revenus ont diminué. Les gouvernements sont confrontés à des déficits chroniques. Et pire que tout, des millions de personnes ne peuvent plus trouver le travail dont elles ont besoin. Dans l'Europe occidentale tourmentée par la récession, plus de 20 millions de travailleurs sont au chômage, soit un taux de chômage de 11 % et qui croît. Presque la moitié des chômeurs européens sont sans emploi depuis plus d'un an. Pire encore, le chômage s'entête depuis plus de dix ans à ne pas diminuer même dans les années de prospérité.

Aux États-Unis, où le filet de protection sociale pour les chômeurs de longue durée est retiré beaucoup plus tôt qu'en Europe, l'emploi a augmenté et diminué en collant de plus près aux cycles économiques — jusqu'à pré-

---

(suite de la page précédente)

plus pauvres, le *trou* de la branche maladie de la Sécu. Pas question que la droite s'attaque aux prescriptions abusives des médecins (deux fois plus de médicaments qu'en Allemagne), aux pharmaciens et aux laboratoires pharmaceutiques pour résorber le déficit ou réduire l'augmentation des dépenses de santé. Rappelez-vous l'énorme mobilisation de toutes les professions de santé lorsque la gauche l'avait tenté. Elles savent s'unir, se serrer les coudes, alors que le premier mai, les syndicats ouvriers s'ingénient à faire des manifestations dispersées !

> Information récemment publiée dans le bulletin de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale : Une enquête menée dans 69 caisses d'assurance-maladie a concerné 989 infirmiers libéraux et autres percevant plus de 600.000F d'honoraires par an a montré qu'ils comptaient plus de 24 heures de travail par jour. La Caisse Nationale estime à 60 milliards de francs le gaspillage, les abus et les fraudes constatés en 1992 par les services de contrôle.

- Blocage des salaires des fonctionnaires, alors que l'inflation va continuer à croître (perte d'environ 3 % de leur *pouvoir de consommer*). Les entreprises auront tendance à emboîter le pas. La menace du chômage fera taire les revendications.
- Augmentation de l'essence, alcools, tabac, etc. Ajoutons que la peur du chômage va créer un réflexe d'épargne accentué : autant d'argent qui ne fera pas "marcher les affaires".

On peut honnêtement admettre que Balladur est intelligent, conscient de la gravité de la situation et entouré, au moins partiellement, de gens intelligents (2). Outre le fait que, d'après les raisons que nous avons examinées (la liste est loin d'être exhaustive), c'est quasiment *mission impossible*, la tâche du gouvernement n'est facilitée ni par l'attitude de certains membres de la majorité, ni surtout par celle d'une partie du patronat qui ne comprend décidément rien aux risques *d'explosion sociale*. Ils bafouent les suggestions du gouvernement - qu'ils tiennent sans doute destinées uniquement à rassurer le bon peuple - de tout faire pour éviter les licenciements. Certains (et non des moindres : Bull, SKF, Iveco) ont l'impudence de profiter du retour de la droite pour se livrer à ce qu'on avait rarement vu : des *licenciements-minute*, légaux en fait, mais humainement inadmissibles. Protestations (sincères?) de dirigeants (3)

Pour le moment, à part quelques milliards injectés dans le bâtiment et les travaux publics qui créeront quelques milliers d'emplois, toute la politique du gouvernement Balladur consiste, en période de croissance déjà négative, à ponctionner du pouvoir de consommer. C'est la quadrature du cercle. Alors Waterloo socio-économique? Au bout des Cent Jours… ou un peu plus tard ? L'argent des nombreuses nationalisations prévues à l'automne ne sera qu'un palliatif momentané.

———-

(1) Il recevra des documents sur l'économie distributive !

(2) Partiellement ? *Le Canard enchaîné* prête à Monory ces paroles *«On n'a jamais vu un gouvernement avec une si grande majorité et une si petite imagination».*

(3) Giraud, ministre du Travail :*«Le fait qu'un plan social ait été approuvé ne justifie pas l'oubli de la dimension sociale et humaine et sa mise en œuvre».*

sent. Avec 8,9 millions de chômeurs et une économie qui lutte pour se redresser, les Américains ont ajouté une nouvelle expression à leur lexique économique, celui de "**croissance sans emploi**". Le taux officiel de chômage est passé au dessous de 7 % au mois de mai pour la première fois depuis 1991, mais des millions de travailleurs sont maintenant à temps partiel ou occupent des emplois temporaires, qui les privent du bénéfice de la couverture sociale et des indemnités attachées aux emplois à plein temps. Et le Japon a vu, lui aussi, son enviable, quoique artificiel, faible taux de chômage croître inexorablement durant les vingt dernières années, jusqu'à 2,3 % maintenant, ce qui est assez pour que les japonais s'interrogent sur l'avenir de leur système *d'emploi à vie*.

Il ne faut pas s'y tromper : la fin économique, politique et sociale des année 90 ce sont les emplois. Bill Clinton dit que sa présidence sera évaluée au nombre des emplois que l'Amérique pourra créer dans les trois ans et demi qui viennent. Huit Britanniques sur 10 estiment que le chômage est le problème le plus important auquel leur pays est aujourd'hui confronté. En France, le nouveau gouvernement conservateur a mis en place un plan d'aide aux entreprises dans l'espoir d'éviter de nouveaux licenciements. La CE a lancé une initiative pour l'emploi afin de s'attaquer à ce qu'elle appelle un "inacceptable" niveau de chômage. Et la semaine dernière l'OCDE a rendu public un rapport de 30 pages qui fait un morne tableau de notre situation actuelle (8,5 % de taux de chômage en moyenne pour ses 24 riches membres) et de ce vers quoi nous allons, c'est à dire des taux encore plus élevés.

L'inquiétude est bien fondée. Les taux élevés de chômage alourdissent les programmes sociaux des gouvernements, réduisent les recettes tirées des impôts, gâchent le capital humain, accroissent les disparités de revenus et font perdre aux gens le sens de leur valeur. Ils alimentent les sentiments anti-immigrés et les troubles sociaux. Si cela continue, des pays vont perdre les compétences dont ils ont besoin pour rester compétitifs. "*Nous sommes en train de gaspiller notre peuple*" dit P. Flynn, Commissaire à l'emploi de la communauté européenne."*Il y a un chômeur dans chaque rue, et dans certaines rues il y en a des douzaines.*"

Une crise structurelle

Quiconque serait tenté de décrire cette situation comme un simple avatar du cycle de hauts et de bas des affaires serait tout à fait hors de la plaque. On ne peut attribuer à la récession cyclique qu'une part de l'augmentation du chômage. Et même une faible part — ce qui explique pourquoi les remèdes conventionnels tels que les primes gouvernementales risquent bien de n'être que de l'argent piètrement dépensé. En fait, **les nombreux emplois perdus dans les dix dernières années et beaucoup de ceux dont on se défait aujourd'hui ne reviendront jamais**. Dans tout le monde développé, les entreprises ont été obligées de *maigrir* pour devenir plus efficaces. Dans le feu dévorant de la compétition globale, les entreprises doivent tout simplement tirer plus de travail de moins de travailleurs. Les industries manufacturières qui ont supprimé des emplois (mais pas diminué leur production) pendant des années continuent à supporter le choc de ces suppressions imposées par la productivité. Mais récemment, ceux qui travaillent dans les services ont appris qu'il existe aussi des redondances dans les bureaux tout comme dans les usines, et pour les mêmes raisons. Ces frémissements, ressentis dans les économies industrialisées sont le signe d'un changement structurel profond, comme on n'en a pas vu depuis cent ans. Il va continuer à éliminer un très grand nombre de travailleurs, notamment les moins qualifiés, même s'il crée de nouveaux secteurs d'activités. économiques. Pour certains, la transition les obligera à des changements difficiles : reconversions fréquentes, carrières raccourcies, moindre sécurité. Pour d'autres, il offrira de nouvelles occasions et de nouvelles responsabilités dans de nombreux cas de façon encore inimaginable. En attendant, pour tous les travailleurs cela signifie instabilité et incertitude.

Seule la croissance économique pourra créer de nouveaux emplois. Mais des millions de travailleurs (qu'ils soient ouvriers ou cols blancs) sont aujourd'hui sans emploi parce que **le travail qu'ils faisaient autrefois est maintenant inutile**. Certains d'entre eux fabriquaient ou faisaient des choses dont nous n'avons plus besoin. Certaines de leurs tâches ont été prises ou rendues plus faciles par des machines. Ces emplois sont perdus à tout jamais : Sidérurgie, mine, agriculture, chaîne d'assemblage d'automobiles, emplois de banque ou de gratte-papier dans les ministères… la liste continue de s'allonger.

Cependant, si la technologie détruit des emplois, elle en crée aussi. De deux façons. D'abord, parce qu'il faut des gens pour créer les nouvelles technologies et les mettre en œuvre. Ensuite, et c'est beaucoup plus important, parce la technologie dope la productivité et permet de **produire plus avec moins de travail**. Une productivité accrue augmente fortement les profits. Cette nouvelle richesse ne disparaît pas. Elle se retrouve sous forme de dividendes, d'investissements et de salaires qui créent une demande économique ailleurs et donc de nouveaux emplois… Malheureusement ces bénéfices ne sont pas universellement ressentis. De nombreux emplois manufacturiers perdus dans les pays développés ont été transplantés dans les pays en voie de développement. L'abaissement des barrières douanières, la plus grande liberté d'investissement, l'amélioration des transports et des communications se sont traduits par un déplacement massif du travail intensif vers les pays à faibles salaires d'Asie et d'Amérique latine. Cela ne veut pas dire que l'industrie disparaît des pays développés. Les emplois hautement qualifiés y demeurent en général et même se multiplient. Mais il y a de moins en moins d'emplois pour les gens qui ne peuvent pas effectuer ces travaux plus complexes.

monnaie et féodalité

par Gilbert Lasserre

La monnaie est de la valeur marchande traduite en créance publique. Elle est aussi son langage. La valeur marchande est du droit de propriété exprimé en monnaie. Méditer là-dessus…

Le langage des valeurs, c'est leur rapport entre elles : un nombre. Dans un échange simple, c'est le nombre d'un objet à fournir pour équivaloir un autre objet : chacun sert d'unité de référence à l'autre. Dans les échanges enchevêtrés, il faudrait recourir à un nombre infini de rapports d'objets entre eux, et on s'expose à d'infinies distorsions.

Pour arriver à la monnaie, langage commun, on a élu une quantité d'or. Ça n'a jamais marché, parce que c'était coincer la valeur de l'or dans sa propre unité. Or, il était impossible de faire autrement : si l'or n'avait pas eu de prix fixe, on était condamné à autant de valeurs bilatérales, mouvantes de surcroît, de chaque objet avec l'or valeur flottante. On se contentait donc de réévaluer l'or de temps en temps par rapport à l'unité, ce qui ne l'empêchait pas de disparaître entre temps dans les lessiveuses : mélange impossible de troc intermédiaire et de monnaie. Quand le cours de l'or monétisé était juste, monnaie et or coïncidaient : très rare.

Le point le plus fixe concevable est la résultante de tous les prix, à calculer et à actualiser sans cesse. La monnaie la plus juste serait ainsi l'indice de tous les prix (pas des seuls prix à la consommation). Ce n'est pas plus praticable. Cela revient à diviser à tous moments le prix affiché par cet indice, l'unité monétaire ressortant à l'indice des prix.

L'or est parti, brisant ses chaînes, recouvrant ainsi sa qualité de valeur comme les autres : il a laissé un langage de départ. Implicitement, ce sont tous les prix qui l'ont remplacé, nébuleuse de valeurs gravitant entre elles. On a dangereusement simplifié en ne retenant que l'indice des prix des objets d'usage les plus courants. Résultat : tous les prix allant en monnaie, il y a eu cassure entre les prix liés à la monnaie par l'indice restreint et les prix libres. Les conséquences de cette cassure sont catastrophiques.

… C'est la banque qui fabrique la monnaie, toute la monnaie, en transformant les créances privées en créances publiques : débitant à gauche le compte de l'acheteur, créditant à droite le compte du vendeur. Connue, elle se substitue au débiteur inconnu pour répondre à sa place de son engagement devant la collectivité. Elle ne prête pas, elle garantit : **elle crée monnaie, les dépôts bancaires**. Elle n'a pas droit à intérêts. Si elle en perçoit et si on ne dit rien, c'est parce qu'on la considère comme un prêteur de deniers. Fantastique imposture qui empoisonne tout le système, au profit de la féodalité.

Le seigneur ne produit pas, il gouverne et pompe la Valeur sur ses sujets. Ce qui l'intéresse, c'est la richesse pure : son souci majeur est donc la masse monétaire, qu'il faut créer et préserver en même temps. Il a installé son fief sur la monnaie.

Le banquier, grand Fermier de l'État dont il usurpe le pouvoir de battre monnaie, féodal lui-même, est son complice. Au prétexte de sécurité de fonds prêtés - au lieu de création de monnaie pour accompagner la production et l'échange de biens et services - il s'attache surtout à la qualité du débiteur. **Le pôle principal d'émission de la monnaie est ainsi la richesse, le pouvoir, le degré d'initiation du débiteur : le pôle politique prend le pas sur le pôle économique**.

… Obscurantisme mortel. Le péquenot de base, qui ne sait pas d'où vient la monnaie, ni ce qu'elle est, (surtout pas qu'il pourrait en fabriquer, et de la meilleure, de la vraie, et de la pas chère en récupérant la fonction bancaire) se résigne à admettre qu'existe une Valeur qui vient d'ailleurs, Valeur magique sans laquelle on ne peut rien, qu'il doit donc protéger : épargne vertueuse… Comment lui faire comprendre que tout marche à l'envers, à commencer par la banque quand on exige d'elle un capital initial énorme, et des dépôts pour prêter ? Comment lui faire comprendre qu'au nom d'une fonction de réserve dévoyée qui fait les beaux jours de l'ultra-capital (la hernie de Valeur pure de l'économie féodale moderne), on a créé un organe qui a dénaturé la vraie monnaie ? Et qu'il est seul à en assurer l'entretien par des péages et des mœurs d'un autre temps ?

C'est avec stupéfaction que nous venons d'apprendre la mort subite de

Guy Marchand..

«Si tous les gars du monde…»c'est l'esprit qui a animé toute sa vie de militant. Disciple de Garry Davis, il s'est battu pendant plus d'un demi-siècle pour faire passer son idéal de citoyenneté mondiale et attirer l'attention sur le scandale de *la misère dans l'abondance*.

.

A Renée,
à sa famille, nous exprimons ici les condoléances émues de toute notre équipe qui vient de perdre en lui un ami de longue date.

ECOSOC : une mesure de justice

Ancien élève de HEC; ancien Commissaire aux Comptes, Gérard Bériot présente sa proposition ECOSOC comme une mesure de justice, rappelant à ce propos que le ministre de tutelle des Commissaires aux Comptes est celui de la justice.
Ce sont douze années d'expérience dans diverses entreprises, de banques en particulier, qui l'ont amené d'abord à une constatation : la guerre économique est idiote parce qu'elle coûte cher, *on se ruine soi-même* dit-il. Ensuite, son analyse des remèdes l'ont amené à une proposition qui repose sur une technique usuelle dans les entreprises : l'utilisation des comptabilités de flux et de patrimoine.
La concurrence oblige les entreprises à baisser leur autofinancement. Alors toutes s'endettent en faisant appel au secteur bancaire. Prenant l'exemple de l'année 1991 et s'appuyant sur les statistiques monétaires et financières publiées par la Banque de France, G. Bériot constate que les crédits bancaires ouverts aux entreprises non financières s'élevaient à 2.267,70 milliards de francs, soit l'équivalent de 28 % de la production française. Pour certaines entreprises, ce rapport atteint même 50 % en encore beaucoup plus pour l'agriculture.
Or ces crédits ont permis aux entreprises d'acheter des équipements et de produire des stocks, équipements et stocks qui apparaissent au compte du Patrimoine de la France : on peut lire dans les Comptes de la Nation publiés par l'INSEE qu'au 31 décembre 1988 (dernière publication) figuraient à l'actif des stocks estimés à 1.448 milliards et des actifs fixes (hors logements) estimés à 5.495 milliards alors qu'à la même date, les crédits bancaires aux entreprises non financières s'élevaient à 1.848 milliards.
La situation se résume donc à ceci :
- d'une part les entreprises non financières sont très endettées mais les crédits qui leur ont été ouverts ne proviennent pas de l'épargne, ils sont de la création de monnaie par le système bancaire. C'est donc *«la France elle-même, et non pas des épargnants, qui, par l'intermédiaire des banques, a confié aux entreprises, dont c'est le rôle dans la nation, des matières, de l'énergie, des machines, des bâtiments, à utiliser par leur personnel afin que soient produits biens et services»*. D'autre part, ces entreprises ne manquent pas de moyens de production. L'Etat peut donc juridiquement créer de la monnaie puisqu'il y a des biens disponibles et de la main-d'œuvre, cette création ne sera pas inflationniste si elle atteint plusieurs centaines de milliards par an.
Cette étude de spécialiste conclut :*«Rien ne s'oppose à ce que la France, créant de la monnaie, en crédite les entreprises par des voies appropriées»* et cite *«quelques actions ne présentant aucun risque inflationniste et qui auraient un impact pratique et psychologique immédiat»* : embauche dans les secteurs où des besoins en services ne sont pas satisfaits (santé, éducation, etc.), financement de collectivités locales pour s'équiper (stations d'épuration par exemple), aides à des entreprises en difficulté alors qu'il y a des besoins (fabrique de matériel ferroviaire par exemple), enfin aide à des pays en difficulté avec lesquels nous sommes historiquement liés. L'auteur pense ici aux grands besoins de l'Afrique, par exemple, à qui la France pourrait fournir des équipements jusqu'à *"retour à meilleure fortune"*.
Enfin cette étude cite l'écoulement d'excédents agricoles auprès de ceux qui ont faim, ce qui rejoint tout à fait la proposition de monnaie verte que nous avons exposée dans ces colonnes. Mais la liste des bienfaits publics de cette création de monnaie par l'État n'est pas exhaustive puisqu'elle vise, dans tous les pays où règne le système dit libéral, à mettre l'économie au service de l'homme.
Un tel objectif ne pouvait nous laisser indifférents.

M-L D.

Désarmement

Une proposition de loi relative au Désarmement unilatéral de la France a été déposée, le 21 avril 1993, par l'Union Pacifiste de France sur le Bureau du Sénat. Une tâche immense attend dorénavant *tous les pacifistes :*
- faire connaître cette proposition de loi ;
- débattre de cette initiative dans la population ;
- faire pression sur le Parlement pour qu'il en débatte ;
- agir pour un vote parlementaire ou l'obtention d'un référendum.

Souscription permanente

Pour que vive la Grande Relève

Mme Blaye 55 - R. Villedary 30 - M. Rubel 55 - J. Donadio 80 - Mme Robier 30 - Mme Luce 1.000 - Mme Lahens 300 - P. Ingrain 200 - Mannarino 100 - A. Chantraine 11.857,88 - R. Ballaguy 115 - F. Valette 80 - Mme Hingant 170 - Chédemail 480 - Anonyme 3.000 - C. Robin 30 - R. Carpentier 100 - F. Logre 80 - Melle Théric 230 - Telliez 50 - D. Kessous 375.

Total 18.417,88 F.

Merci à tous !

Voici une première réflexion, émanant de Georges Gaudfrin, auteur de :«*Faire jouer la loi de l'offre et de la demande*» dans notre numéro 895. Il y refusait l'idée d'un volume monétaire basé sur le coût de la production à distribuer, et préfèrait que les revenus soient fixés (il ne précisait pas comment) et que les prix varient en fonction de la loi de l'offre et de la demande, les prix à la consommation étant ainsi déconnectés des coûts (comme c'est souvent le cas dans le système actuel).
Il répond aujourd'hui à la question en suspens dans ces conditions :

le montant des revenus à répartir

Il me semble que vous sous-entendez toujours qu'il y aurait une "masse de revenus" à évaluer par période préalablement à leur répartition en fonction d'une "estimation" de la production consommable. Ce calcul préalable, à réajuster à chaque période, me gêne tellement que je ne l'expose jamais à mes interlocuteurs (milieux ingénieurs et cadres) : cela sous-entend non seulement des calculs complexes malgré les logiciels actuels, mais surtout des hypothèses sur la "valeur" de la production consommable. En effet, celle-ci, pour la traduire en revenus doit être évaluée non pas en "coûts", mais en "valeurs d'usage" : celles ressenties par les consommateurs, valeurs essentiellement mouvantes et subjectives. Nous disons assez que les prix à la consommation sont dissociés des coûts, n'est-ce pas ?
Alors pourquoi ne pas abandonner l'idée de cette évaluation préalable tout à fait théorique ?
Au lieu de faire des hypothèses en "valeurs d'usage" de la production consommable pour calculer la masse des revenus, laissons les valeurs d'usage, c'est-à-dire les prix, s'établir d'eux-mêmes en fonction des revenus distribués - à la limite quels qu'ils soient - et du volume physique de la production. "L'offre et la demande" joue ainsi pleinement son rôle.
J'ai souvent remarqué que cette présentation entrainait l'intérêt des interlocuteurs les plus coriaces car à la fois, elle exprime la souplesse dont nous nous réclamons et évite le relent dirigiste d'un calcul de la masse des revenus à distribuer au demeurant tout à fait inutile.
Quant aux investissements, ils sont un prélèvement sur les forces productives et sont décidés, pour les plus importants, par les instances tripartites : producteurs + consommateurs + élus. Leur coût pèse sur ceux de la production par l'amortissement. Je reviendrai sur ce sujet dans le cadre de la gestion d'entreprise en ED.

Georges Gaudfrin

***

En réponse, je ferais remarquer que le coût de fabrication d'un bien ou celui d'un service est une donnée objective qui, par conséquent, peut constituer une base de calcul solide. Et il ne s'agit pas de calculs aussi complexes que ceux qu'utilisent en permanence les financiers qui *"jouent"* en Bourse et qui produisent la fameuse CAC 40, la *"Cotation anticipée en continu"*.
Notre souci est aussi de conserver la souplesse de l*"offre et de la demande"*, base du marché libre. Mais dans bien des domaines, le marché a cessé d'être libre, la loi du plus fort s'étant imposée de façon devenue catastrophique. Pour conserver les aspects positifs, de liberté, de discussions possibles, d'ajustements du le marché libre, il ne faut pas qu'une des deux parties que le marché met face à face soit infiniment plus puissante que l'autre. C'est ce que j'appellerais *"conserver au marché l'échelle humaine"*. C'est avec cet objectif en tête que j'ai proposé l'idée du **contrat civique** : un individu, ou un groupe d'individus, propose que la société le finance pour fournir tel produit, à tel coût et à tel prix de vente. Si ce **marché** entre lui et la société (sans majuscule) est conclu, on fera le bilan à échéance et on ajustera au moment du renouvellement du contrat.
Ainsi le marché reste à l'échelle humaine. Mais en plus, il est rendu public, et la masse à distribuer peut-être évaluée sur des bases objectives, connues de tous.

M-L D.

A la suite de l'article de René Marlin intitulé "mise à jour" et publié dans notre dernier numéro, nous avons reçu ce qui suit de Léon Gilot :

une radioscopie est-elle hérétique ?

Dans la Grande Relève de juin 1993, notre ami René Marlin m'a fait l'honneur de citer la "radioscopie de l'économie distributive" que j'ai publiée en janvier 1993 dans mon bulletin "Le Révolté", en extrayant une phrase de son contexte, ce qui est toujours réducteur.
Je suis un "abondanciste" et un "distributiste" convaincu. Et c'est en voulant chercher à comprendre pourquoi depuis 60 ans les thèses de Jacques Duboin n'avaient guère progressé dans l'opinion publique que je me suis livré à l'analyse susvisée.
Effectivement, selon Jacques Duboin, c'est la production qui distribue l'argent dont les clients se servent pour acheter les produits, d'où cette évidence :«les clients tous réunis ne peuvent rapporter plus d'argent qu'il en est sorti de la caisse des producteurs"». Mais, à ce stade, je faisais remarquer que l'argent distribué repré-

sentait le prix de gros de celle-ci, c'est-à-dire le prix de sortie de l'usine. Ensuite, interviennent les transporteurs, grossistes, semi-grossistes, détaillants, et tous les salariés qu'ils emploient. Et je posais la question suivante :«D'où vient le pouvoir d'achat distribué entre le prix de vente en gros et le prix de vente au détail ?». Le problème est le même pour les pêcheurs ou les producteurs de fruits et légumes ; souvent les prix au départ sont minimes par rapport aux prix exigés à l'issue de la chaîne commerciale. Grâce à la création monétaire des banques et à la circulation de la monnaie, en réalité bien d'autres revenus sont distribués entre la production et la consommation.

De même, affirmer que les fabrications d'armements ont été décidées pour distribuer des profits et des salaires sans encombrer les marchés déjà saturés, est discutable. Car en temps de paix, les armements sont payés avec les impôts des contribuables dont le pouvoir d'achat a été amputé d'autant. La première raison des armements est d'abord la peur d'une agression d'un pays voisin, alimentée par les fanatiques de la défense nationale, et le lobby militaro-industriel. La seconde raison, c'est la volonté de puissance, les visées expansionnistes de certains pays, et la lutte pour le pouvoir politique. L'URSS, par exemple, n'était pas une nation capitaliste ; elle était pourtant surarmée.

Enfin longtemps, Jacques Duboin a prôné la collectivisation des moyens de production, le remplacement du travail par un service social, et un revenu social pour tous une fois l'abondance réalisée. Ces thèmes étaient-ils stimulants et convaincants ?

L'URSS a prouvé l'inefficacité de la collectivisation. Il faut encourager l'effort personnel, l'initiative privée, l'intérêt particulier tout en respectant l'intérêt général. La solution est donc dans une économie mixte où cohabitent services publics, sociétés nationalisées, entreprises privées traditionnelles, cogérées ou autogérées sous forme de coopératives.

Parlons plutôt de partage du travail, qui est une idée qui fait son chemin, plutôt que de service social, qui a une connotation d'obligation, même si on est "obligé"" de travailler pour vivre, à moins d'être riche ou assisté.

Au lieu de dire que le salariat est aboli, indiquons clairement que le revenu social pour tous serait variable selon les âges, et que durant l'activité professionnelle chacun continuerait à percevoir un revenu d'émulation (salaire ou revenu actuel amélioré), calculé d'après les compétences, la qualité et l'importance du travail fourni.

L'idée d'égalité économique est très généreuse, mais elle est utopique. A ma connaissance, actuellement, il n'y a qu'une association qui a mis ce précepte en application. Ce sont les parlementaires communistes qui versent leurs indemnités au Parti, et reçoivent en contrepartie l'équivalence du salaire d'un ouvrier qualifié.

Par contre, c'est vrai que l'abondance provoque la chute des cours quand ceux-ci ne sont pas soutenus, préservés, manipulés ; que l'on produit en fonction des besoins solvables et non des besoins réels ; que les marchés sont saturés, qu'il y a la crise par insuffisance de pouvoir d'achat.

La monnaie de consommation, gagée sur la production, paraît le moyen idéal pour créer et distribuer l'abondance. Mais comment arriver à convaincre nos contemporains de la nécessité de remplacer le système financier capitaliste actuel hypercompliqué, par ce nouveau système monétaire socialiste ? Là est la question.

Léon Gilot

Après avoir expliqué son analyse de la politique économique du nouveau gouvernement, René Marlin poursuit sa "mise à jour" en exposant ses réflexions personnelles sur les échanges dans l'entreprise et entre les entreprises :

mise à jour

Monnaie et distribution

Dans mon premier article nous avons observé que tout se passe comme si la production automatisée ne distribuait plus aux consommateurs potentiels le pouvoir d'achat initial nécessaire à son écoulement.

Nous avons également remarqué que l'écoulement des biens et services dépend de la quantité de monnaie (1) mais aussi, il ne faut pas l'oublier, de la vitesse de circulation des signes monétaires. Afin d'éviter la crise de sous-consommation comme celle que le régime capitaliste vit depuis les années 30, avec l'interruption due à la guerre, il convient évidemment d'assurer la meilleure adéquation possible entre les biens et services produits et la monnaie qui permet de les absorber. La solution de la monnaie dite fondante ou franche, si elle assure une accélération des ventes, ne permet pas d'assurer le contrôle de cette adéquation. Seule la monnaie distributive, qui s'éteint à l'achat et ne circule pas donc ne peut pas être thésaurisée, permet de réaliser l'identité recherchée.

Monnaie et chômage

La tendance déflationniste des autorités financières récemment mises en place ne manque pas d'absurdité. Pour éviter le chômage, Messieurs Balladur et Alphandéry n'ont rien trouvé de mieux que ponctionner les salaires et encourager la baisse de ceux-ci ! Les conservateurs et monétaristes obsédés par l'idée de créer des emplois en favorisant les chefs d'entreprises moyennes et petites, base de leur clientèle électorale, oublient tou-

jours que les salariés sont aussi des consommateurs susceptibles d'acheter et donc de faire tourner la machine économique. En les restreignant, ils ne peuvent qu'accélérer la spirale infernale qui mène à une aggravation du chômage par manque d'acheteurs.

Argent et gouvernement

Jean-Pierre Chevènement a très bien dénoncé récemment : "le gouvernement invisible de l'argent" (2). Il a stigmatisé la dénationalisation du pouvoir monétaire et a ajouté :«…les Français vont dépendre désormais (pour acheter un logement ou une voiture par exemple) des décisions prises par un petit comité qui sera entièrement soustrait au contrôle démocratique et qui sera la quintessence même de l'establishment…les membres de ce comité seront irrévocables et personne ne pourra les dégommer… ils auront tendance à relever les taux d'intérêt qui pèsent déjà très lourdement sur notre société…». D'après lui «…par derrière, il y a un certain nombre d'institutions financières, les gens qui gagnent de l'argent en faisant travailler leurs capitaux… C'est le poids de la finance qui prévaut sur toute autre considération, y compris l'industrie…». On ne saurait mieux dire : Chevènement sait de quoi il parle : il a été de ceux qui ont fait partie du gouvernement visible mais subordonné à l'autre…Comme la richesse d'un pays est constituée par sa production physique et non par le papier des billets, ces messieurs se préparent néanmoins des lendemains qui déchantent…

Argent et indépendance

Dans l'affaire de "l'indépendance" de la Banque de France comme dans celle des privatisations, la pression extérieure joue un très grand rôle ; en particulier celle des financiers anglo-saxons et purement germaniques… «Il y a des opérations qu'on ne peut plus faire quand on est public…» a assuré dernièrement (3) Michel François Poncet, président du Conseil de surveillance de Paribas.
Dans le même article, des exemples sont donnés : l'achat par Saint-Gobain de sa filiale américaine Certain Teed en 1988 et d'Oberland en Allemagne, ainsi que l'introduction de Suez dans la Société Générale de Belgique n'auraient, parait-il, pas été possibles si ces firmes étaient restées nationalisées.
Plus généralement l'on sent bien que la haute finance internationale ne fait pas confiance à notre pays. Malgré les gages que les gouvernements dits socialistes lui avaient donnés, le marché des changes a maintenu son soupçon qui s'est traduit par la nécessité pour nos autorités monétaires de fixer un taux de base plus élevé que celui de l'Allemagne, alors que nos performances financières lui étaient bien supérieures. Ce préjugé semble s'amoindrir avec l'arrivée de la droite au pouvoir. Mais on ne sait jamais, les financiers sont méfiants et n'ont pas oublié la grande peur de 1981 et celle, pas plus justifiée, de 1968… Tout cela au nom du droit des peuples à se gouverner eux-mêmes.

Argent et entreprises

Revenons à notre propos qui consiste à remettre à jour les principes de fonctionnement de l'économie distributive et, puisque nous sommes sur le sujet, aux échanges entre les entreprises et internes à l'entreprise. Deux solutions paraissent possibles dans ce domaine : la première qui consiste, en somme, à traiter la monnaie distributive ainsi qu'une monnaie ordinaire, ne prévoit que peu de changements dans la gestion financière : investissements, achats et ventes, amortissements, comptabilité seraient traités comme à présent sauf que les remboursements n'excéderaient pas les placements de départ et que les bénéfices seraient automatiquement réinvestis, soit dans la société elle-même, soit dans une autre société en déficit. Ainsi se réaliserait une compensation généralisée. Les entreprises seraient créées et vivraient sous la forme contractuelle entre la collectivité et elles-mêmes ; la première se réservant le choix de vie ou suppression en cas de non-réalisation des objectifs.
L'autre solution, vers laquelle va ma propre préférence, serait un fonctionnement non financier. L'entreprise étant née et vivant suivant la même formule de contrat, échangerait et écoulerait ses produits uniquement par des bons d'achat ou de vente. Ses résultats étant jugés dans une formule démocratique où les intéressés : personnel, consommateurs et organismes de contrôle de la collectivité seraient représentés. La marche des entreprises resterait ainsi la même qu'actuellement, mais elle serait simplifiée puisqu'aucune mention sur les bons et aucun échange d'argent n'interviendraient. Tous les autres indicateurs de la comptabilité analytique pourraient être maintenus.
Le choix de cette seconde proposition me parait justifié par la nécessité de maintenir la cohérence de fonctionnement de la monnaie distributive : annulation à l'achat et d'affirmer son aspect plus personnalisé, mal compatible avec une utilisation par des collectivités. De plus le caractère limité dans le temps de notre monnaie ne semble pas la vouer aux échanges interentreprises sauf à accepter des prorogations toujours détestables et des risques de retour à des spéculations qu'elle a justement pour objet d'éviter ; sans compter qu'elles perturberaient les prévisions de production en dépassant leur terme.

Formation des prix

Notre souci de révision devrait aussi porter sur la formation des prix en économie distributive. Dire que le prix d'un produit est fixé en fonction de la matière, du temps de travail et de la consommation d'énergie nécessaire à son élaboration ne me semble pas suffisant, puisque cela repose la question du prix des composants. Bien plus féconde me semble l'idée d'accepter le principe de prix libres. N'oublions pas qu'en économie nouvelle, le véritable marché tant vanté, à tort, par les économistes capitalistes pourrait être réalisé par l'équilibre entre la demande et toute l'offre écologiquement possible. N'oublions pas, non plus, que les vendeurs n'auraient

plus intérêt à vendre cher puisque leur revenu ne dépendrait pas, comme maintenant, du prix de vente. Ils recevraient, eux aussi, leur revenu social fixé en fonction de la production globale. Nous pourrions donc nous réapproprier cette notion de liberté qui a été injustement confisquée par les défenseurs du régime capitaliste, lequel est pourtant tout sauf libre.

Le vrai marché libre serait le marché distributif. La vraie liberté des prix pourrait être celle de l'économie que nous souhaitons. Néanmoins ne soyons pas démagogues nous aussi : admettons que les organismes paritaires qui contrôleront le système pourront intervenir en cas de variations exagérées. Ils auront pour devoir d'éviter les gaspillages de matières premières, d'énergie et de travail humain, en particulier d'empêcher les prélèvements trop importants de ressources non renouvelables, des utilisations exagérées de procédés polluants, néfastes à la santé des manipulateurs ou dangereux. Là aussi la véritable liberté est limitée par la nécessité de ne point attenter à celle de l'autre : liberté du consommateur contre liberté du producteur ou de l'échangeur.

Voici donc trois domaines où nous avons cherché soit à remettre en cause des propositions insuffisantes, soit à améliorer des thèses défaillantes ou anciennes. Il y a certainement d'autres aspects de nos idées qui mériteraient d'être revus, précisés et modernisés. Il ne faudrait pas que par sclérose, prétention ou ignorance, nous nous privions d'attirer à nous aucun être de bonne volonté et indemne de préjugés. Ne répondons pas à des interrogations honnêtes par des pirouettes intellectuelles, mais par des raisonnements corrects, respectueux des autres, compréhensifs et compréhensibles. Soyons aussi ouverts et réalistes que possible. Après, nous pourrons nous plaindre d'être méconnus.

René Marlin

———

(1) La quantité de monnaie en circulation à un instant donné est définie par les spécialistes au moyen des agrégats monétaires de M0 à M3 en partant de M0 constitué par les billets et pièces en circulation en passant par M1, soit M0 + les soldes des comptes courants à vue, jusqu'à M3 qui comprend tous les autres signes liquides.

(2) Grand jury "RTL-Le Monde" du 16 mai 1993.

(3) Voir les "huit vertus des privatisations" Le Monde du 18 mai 1993.

Terminons cette tribune libre par les commentaires encourageants d'un tout nouveau lecteur, Aziz Renard :

Démonétariser l'économie : une utopie?

J'ai pris connaissance de vos thèses sur la monnaie distributive. Je les trouve séduisantes à bien des égards. Cependant dans votre numéro d'avril dernier, André Prime fait référence à Jean-François Mathieu pour qui l'économie distributive reste vraie sur le fond et sur le long terme mais ce projet est trop beau pour le court terme. A mon avis, J-F Mathieu fait partie de ces innombrables militants que la victoire progressive et générale du système capitaliste a sinistrés. Beaucoup, aujourd'hui, après le raz-de-marée libéral que l'on a connu de 8199 à 1991, se sentent comme des oiseaux mazoutés. Il va leur falloir rapidement se nettoyer et apprendre à redéployer les ailes : l'histoire nous montre qu'elle est capable de puissantes accélérations. L'humanité, celle de ces deux derniers siècles surtout, se comporte comme un être profondément cyclothymique… Je ne crois pas, donc, que le projet d'une monnaie distributive qui serait allouée à chacun dans une certaine proportion est une idée utopique, même à court terme… Ce type de monnaie ne pourra qu'être limité à certains types de biens. La monnaie est un instrument économique qui a fait son apparition il y a quelques millénaires. Jusqu'à ces deux derniers siècles, son usage est resté très limité tant pour les personnes (plus de 80 % des populations vivent jusqu'alors en dehors de l'économie marchande), que pour les biens concernés (l'échange marchand, monétaire étant essentiellement réservé aux marchandises de luxe). La monnaie est donc apparue dans un contexte de pénurie relative et son usage ne s'est généralisé que très récemment. Or, aujourd'hui, cet instrument n'est plus adapté aux échanges économiques modernes et notamment à la formidable puissance productive dont nous disposons. Pour les biens de consommation courante, l'échange marchand n'est plus obligatoire. Prenons un exemple : lorsqu'on va au restaurant, le pain est fourni à discrétion ; l'idée ne vient à personne de se gaver de pain ou de le jeter par la fenêtre. A présent, certains restaurants ont même adopté la formule du hors-d'œuvre à volonté. Certes, dans un premier temps, les clients, conditionnés par des traditions séculaires de pénurie, abusent de cette faculté nouvelle qui leur est offerte en remplissant leurs écuelles à ras bord et en se resservant tout aussi copieusement. Progressivement, toutefois, les consommateurs deviennent plus sages : «Calme-toi… respire… prends ton temps… la guerre, le rationnement, c'est terminé tout ça…» On peut donc sérieusement envisager, et à terme relativement court, la disparition de la monnaie, la démonétarisation progressive de l'économie, pour un grand nombre de produits. En revanche, certains biens rares devront continuer à faire l'objet de transactions marchandes : un objet d'art, une bonne bouteille, ne peuvent être abandonnés à la consommation libre et discrétionnaire. C'est pour cette catégorie de biens que l'on peut envisager l'instauration de la monnaie distributive dont chacun pourrait disposer en échange d'un certain service social. L'idée d'une carte à puces est excellente : la technologie est tout à fait adaptée à ce système.

Aziz Renard

Quelle a été ma surprise et ma satisfaction de lire cet article[1] dans Le Monde*, journal si officiel et jusqu'alors faisant quasiment silence sur les thèses de l'économie distributive. Seul* Le Monde diplomatique *a quelquefois mentionné* La Grande Relève *ou* parlé *de l'ouvrage publié sous la direction de Jacques Robin* Garantir le revenu.

Cet article de Jacques Rozner rejoint à plus d'un titre les idées émises dans la Grande Relève.

Nos thèses avancent donc plus vite qu'on ne pouvait l'espérer… car les faits sont têtus plus encore que nos dirigeants et ceux qui - banquiers, traficoteurs en tous genres et minorité financière - tirent les ficelles dans l'ombre pendant que des questions vitales sont en jeu pour l'humanité.

Pourriez-vous faire écho de cet article …auprès de vos lecteurs en leur disant combien nos raisons d'espérer se renforcent, car le temps est pour nous.

Aube ou crépuscule ? Il faut que meure l'ancien système ***complètement*** *pour que naisse un nouvel ordre des choses. Nous vivons intérieurement cette mort et nous nous éveillons déjà à ce qui sera. Entre les deux est la mutation.*

M.T. Fécamp

(1) "Pour une révolution programmée" de J. Rozner, Le Monde du 2 juin 1993.

***

Je vous remercie car vous m'avez redonné un espoir dans la possibilité d'améliorer le sort de l'humanité. A notre époque où règne une atmosphère délétère de "fin de l'histoire", je trouve magnifique qu'une poignée d'êtres humains ne renoncent pas devant cette sorte de fatalité qui semble s'abattre sur le genre humain et en particulier sur les intellectuels qui sont complètement tétanisés. Il est désolant de les voir se lamenter sur leur sort comme des enfants qui auraient perdu père et mère. De la droite à la gauche, ils errent devant les ruines du mur de Berlin en se couvrant l'esprit de cendres et dans la foulée se mettent à douter de tout. Pour eux, il n'est plus possible de croire à la Vérité qu'elle soit scientifique, morale ou politique. Il n'y a plus de "Lumières". La réalité les a trahis. Je n'arrive pas à pleurer sur leur sort.

Je suis un bénéficiaire des "trente glorieuses" et j'ai longtemps sucé le miel de mon maître à penser l'économie, Jean Fourastié. Ce fut un grand optimiste qui a longtemps cru que l'humanité trouverait son bonheur dans la productivité du travail. Il pensait que le tertiaire créerait les emplois détruits dans les autres secteurs de la production. Je l'ai cru avec lui, car son analyse du phénomène reste exacte. Mais, récemment, poliment remercié, avec les honneurs de la guerre pour services rendus, et mis en préretraite avant l'heure, j'ai enfin compris qu'il s'était trompé quant au résultat final ou encore "à la limite", qui est aussi la limite du système capitaliste lui-même.

Sans vous, sans la découverte de "l'économie distributive", je ne verrais aucune solution de rechange au problème. Je ne pourrais que me persuader que le système capitaliste était, quoiqu'il fasse, condamné à l'autodestruction avec le risque pur et simple d'un retour à la barbarie.

Mais je suis stupéfié de voir que des intellectuels qui ont pu croire à l'invraisemblable construction du "capitalisme d'Etat" ou à l'autogestion parcellaire ou encore plus aujourd'hui à l'impossible libéralisme de l'économie de marché, ne réagissent pas positivement à vos propositions réalistes. Pour eux qui sont capables de croire "à n'importe quoi", il n'y a qu'utopie dans votre proposition. Peut-être est-elle trop raisonnable, trop simple pour qu'ils s'y intéressent ? En fait je me demande si cela ne réside pas tout simplement dans le fait qu'il leur faut un père digne d'eux ? Marx était ce "grand" père mais Jacques Duboin qui était-ce ? J'ai bien peur que ce ne soit que cela. Ils sont finalement incapables de penser par eux-mêmes. Il leur faut toujours s'inféoder à un dieu, même terrestre, pour résoudre leurs problèmes. Il leur faut une grande religion ou une grande théorie qui leur dise ce qu'ils doivent penser et faire. Ils n'ont pas encore compris que le sort de l'humanité se construit, au jour le jour, en résolvant chaque problème ponctuel par le seul jeu de la réflexion auto-jugeante de chacun, face à la réalité qui s'oppose à nous à chaque instant et non pas en fonction d'une "théorie abstraite ou transcendantale" plaquée sur cette réalité.

…Je pense que c'est dès maintenant qu'il faut préparer la grande relève.

En effet, après la catastrophe économique qui surviendra tôt ou tard, il sera sans doute trop tard pour se faire entendre, vu l'état de désorganisation dans lequel se retrouveront nos sociétés qui courront alors le danger de graves régressions (la Yougoslavie n'en est qu'un exemple trop évident).

Les gens complètement paniqués n'auront plus que des réflexes primaires d'autodéfense qui ne permettront plus de faire passer un message de paix et de raison. Il faut absolument que suffisamment de gens soient informés, avant la catastrophe, qu'il y a, réellement, une solution de rechange, pour pouvoir réagir vite, et bien, après. Par ailleurs, vous me trouverez pessimiste si je vous dis que je ne crois pas possible d'appliquer vos principes avant cette inévitable catastrophe économique car je pense qu'il est dans la nature humaine de ne pas pouvoir réagir autrement. Les nombreux bénéficiaires (plus ou moins) du système actuel n'accepteront pas de tenter l'aventure tant qu'ils pourront espérer garder leurs avantages présents, aussi minimes soient-ils, sur le plus grand nombre.

J.M., Deuil-la-Barre

***

Aux lecteurs impatients : Oui l'économie distributive s'installe : il y a distribution dans la mesure où il y a déficit budgétaire. N'est-ce pas une véritable création de monnaie ? Bien sûr, il vaut mieux ne pas

être trop exigeant sur la qualité de cette économie distributive. Supprimons-le, ce déficit, histoire d'observer la casse ! Alors qu'il pourrait être un instrument de progrès, à condition de ne pas l'employer à faire le guignol, dans le Golfe ou ailleurs…

J.M.., Annecy

***

J'ai lu dans la Grande Relève la proposition de "Monnaie verte". L'auteur se demande si çà n'est pas inflationniste.
Je peux répondre : les agriculteurs français sont très endettés envers les banques à raison de création monétaire faite par le système bancaire. En cas de surplus agricoles, rien ne s'opposerait à ce que l'État émette de la monnaie verte pour l'écoulement de ces surplus.
Sous réserve de modalités à déterminer pour l'échange de monnaie officielle contre la monnaie verte, cette émission de monnaie serait déflationniste.

G.B., Suresnes

***

Monsieur Pégorier
137 ter, rue Louise Michel
78500 Sartrouville
serait heureux
d'entrer en contact
avec des abonnés
de Sartrouville ou environs.

***

Si un rassemblement des lecteurs de la Grande relève avait lieu à Lille par exemple, pour la région du Nord, j'y participerais volontiers.
Il est difficile de parler autour de soi des idées et de l'œuvre de Jacques Duboin. A croire qu'il n'y a plus rien à part le système qui régit le monde aujourd'hui. Travailleurs comme chômeurs, commerçants et agriculteurs veulent une vie décente pour tous, mais surtout il ne faut rien changer. Ce n'est pas croyable comme les médias conditionnent les adultes et les enseignants, leurs élèves et les jeunes. Beaucoup pensent que l'économie distributive est une utopie. Peut-être que des manifestations en nombre dans chaque préfecture simultanément obligerait les médias à s'interroger et à faire une place aux idées de Jacques Duboin, d'autant que chaque jour qui passe et chaque déclaration de nos politiciens montrent clairement que la voie sans issue empruntée il y a 60 ans par les dirigeants, arrive à son terme. Cette fois, il faut créer de l'inédit, du jamais vu ni pensé dans les hautes sphères où règne le pouvoir de l'argent.
A part faire une guerre mondiale où personne ne serait à l'abri, le capitalisme n'a plus d'issue. Comme il est rare de voir les nantis désirer le suicide, il est probable que les solutions préconisées par les précurseurs finiront par être adoptées.
Merci de continuer une œuvre utile qui à l'avenir va s'avérer d'une absolue nécessité.

G.T., Cambrai

***

Je vous adresse la brochure demandée dans votre dernier numéro par un lecteur : Mort ou splendeur de la civilisation *écrite par Alfred Doerr. L'abonné demandeur pourra conserver cette brochure, je peux m'en dessaisir sans inconvénient. Il se rendra compte que des précurseurs existaient déjà en 1948, à une époque où l'Abondance n'existait pas… Et pour cause !*
Ces réflexions se sont avérées exactes. Qui pourrait le nier actuellement ? L'auteur faisait partie des "Prévoyants de l'avenir". L'orthodoxie régnante en compte beaucoup moins dans ses rangs.
Heureux de pouvoir rendre service à un collègue désireux de parfaire son bagage et à qui je vous demande de transmettre ces quelques lignes accompagnatrices.

G.G., Chantonnay

***

Je voudrais faire partager aux lecteurs de la Grande Relève le plaisir que j'ai eu à lire que les syndicats pouvaient enfin évoquer l'idée d'instaurer une allocation de base, tant il me parait important qu'ils persistent dans cette voie.
Depuis l'âge de 13 ans que je travaille, je n'ai pu me défaire de ce sentiment d'être prisonnier de l'emploi. Cet emploi pour la garantie duquel j'ai opté il y a 24 ans, comment je l'enverrais aux pelotes contre la garantie d'une allocation de base.! Et je ne pense pas que je travaillerais moins mais je serais sans doute plus libre.

R.R., Pont-d'Ouilly

***

Évolution de l'âme

Comment pourront-ils se rejoindre?
Elle n'a pas d'âme
ni lui non plus.
Et lorsqu'ils quitteront la terre
ce sera la séparation à jamais !…
Car seules les âmes évoluées
se retrouvent immédiatement.
Les autres devront encore
accomplir pendant des siècles
bien des voyages indécis
avant de prendre conscience
qu'ils ont une âme !

Albert Chantraine

l'économie distributive…

Un constat :
L'histoire nous apprend que, depuis son apparition sur la Terre, l'homme a cherché à assurer sa subsistance en exploitant la nature de plus en plus efficacement, c'est à dire, finalement en réduisant le travail qu'il lui fallait fournir. Pour cela, il a inventé des outils de plus en plus perfectionnés. Lents au début, presqu'imperceptibles, ces progrès ont dans les dernières décennies pris un caractère exponentiel, si bien que, dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, automatisés, informatisés…Qui plus est, il a même découvert certains codes de la nature qui lui permettent de la commander, de la modifier et, presque, de lui faire produire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science*** (1) dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *on ne peut plus mesurer le pouvoir d'achat à la durée d'un travail accompli.*
Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations radicales du processus de création de biens et de services : c'est ***ce qu'on appelle la crise*** (1)**.**

L'adaptation nécessaire :
Les transformations sociales qu'impose l'adéquation du système économique actuel aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut donc aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Cette utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être accessible à tous. En effet, avec la fin de l'ère de la rareté des biens et des services s'achève l'ére de l'échange : un pouvoir d'achat (salaire pour la plupart des gens) contre un temps de travail. Une double réorganisation s'impose donc : d'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires** à la production, tâches dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologique, d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître en fonction des besoins.

Le partage des tâches :
On peut considérer le partage des tâches comme un **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins sociaux. C'est son **devoir de citoyen**. Bien que l'opinion "progressiste" en France commence depuis peu à l'envisager, ce partage est une remise en cause totale de la notion d'emploi. Il s'agit en effet de ne plus considérer le "travail" comme l'activité essentielle de l'homme, commandant toutes les autres et déterminant à vie son "niveau social" et d'admettre que d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat :
Elle se fait en créditant périodiquement, et de sa naissance à sa mort, le compte que chaque citoyen a dans une banque (nouveau régime). Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce (du type de celles existant actuellement ou plus perfectionnée), ou d'un carnet de chèques, s'il préfère. Tout comme aujourd'hui, le montant de l'achat est déduit par sa banque du compte qu'il possède. Rien n'est donc changé pour le consommateur. Par contre, le compte du vendeur n'est pas crédité de ce montant. Autrement dit, dès qu'un bien ou service est parvenu à son consommateur, le crédit correspondant est annulé. **La monnaie distributive ne circule pas**, elle ne sert qu'à acheter, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt (elle n'est pas thésaurisable), elle n'est plus anonyme.
Le montant des crédits à distribuer chaque mois (par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, que celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. En gros, il consiste à évaluer démocratiquement, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte de diverses contraintes (2) et des investissements nécessaires à cette production ainsi que des besoins des services publics. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et la valeur des investissements nécessaires à réaliser cette production. Considérant que tous les citoyens d'une même région (au sens large), puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Evidemment, on ne peut atteindre cet objectif qu'à long terme, la plupart des hommes n'étant pas prêts culturellement à un tel changement. Il est donc nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures transitoires.

→

———
(1) Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

———
(2) d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

...en quelques lignes

Les mesures de transition :
Quelques groupes de réflexions particulièrement avancés, en France, en Europe, et plus généralement dans le monde industrialisé, envisagent depuis quelques années l'instauration d'un revenu minimum, égal pour tous, associé éventuellement à un travail rémunéré, de façon à maintenir une hiérarchisation des revenus. Nous considérons cette "**allocation universelle minimale**" comme une première transition vers l'économie distributive, destinée à faire évoluer les mentalités. Et pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un **contrat civique** (3) renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.
En bref, l'objectif du contrat civique est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, d'innover, de faire preuve d'originalité et surtout de faire valoir ses diverses activités (4), même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles. Simple définition du service civil choisi, ou projet ambitieux de création d'entreprise, le contrat civique est conclu entre chaque citoyen et des instances compétentes, tout projet de contrat à examiner devant faire l'objet d'une très large publicité préalable.
Ces instances doivent être mises en place au niveau adapté à l'envergure du projet (autrement dit, en respectant le principe de subsidiarité), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de consommateurs siégeant à titre personnel.

Nous vous proposons ci-dessous quelques ouvrages qui vous permettront d'approfondir votre réflexion.

M-L D.

---

(3) voir notre N° 901

(4) lire "Les affranchis de l'an 2000".

◊ Pour faire réfléchir autour de vous:

** un livre plein d'humour :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques, (65 F, franco),

** une brochure à faire lire :* **L'ECONOMIE LIBÉRÉE**, par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques, (22 F, franco),

◊ Pour votre réflexion personnelle :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails, (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ Pour animer une discussion :

* deux brochures reproduisant dans le style de la conversation des textes de conférences (20 F, franco, la première ; 25 F, franco, la seconde) :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN
et **LE CAPITALISME DANS TOUS SES ÉCLATS,** d'André PRIME,

◊ Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :

* un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions :

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS, (25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris

(Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract, au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi)